



GRANDES *tendances*

- Le nombre d'établissements commerciaux au Canada s'élevait à 2 056 948 en juin 2000, en hausse de 4,2 % par rapport à septembre 1999.
- Le nombre de travailleurs indépendants s'établissait à 2,32 millions au deuxième trimestre de 2001, en baisse de 4 % par rapport au chiffre de 2,42 millions enregistré pendant le trimestre correspondant de 2000.
- On a enregistré 2 788 faillites durant le premier trimestre de 2001, ce qui représente une hausse de 3,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2000, où l'on a recensé 2 691 faillites. Le passif lié aux faillites a également montré une tendance à la hausse, atteignant 1,13 milliard de dollars durant le premier trimestre de 2001, ce qui représente une augmentation de 38,7 % par rapport aux 815 millions de dollars signalés au trimestre correspondant de 2000.
- Les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte ont totalisé 102,2 milliards de dollars au premier trimestre de 2001. De ce montant, 21,8 milliards ou 21,3 % représentaient des prêts d'une valeur inférieure à 500 000 \$. La valeur absolue des prêts de faible valeur et leur part de l'ensemble des prêts en cours consentis aux entreprises sont en baisse depuis 1997.



PROFIL DES EXPORTATEURS CANADIENS 1993-1999

Dans le numéro de décembre 2000 du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, un article était consacré à la première version du Registre des exportateurs* de Statistique Canada, nouvelle base de données sur les exportateurs canadiens et sur la valeur des exportations selon l'industrie, la taille de l'exportateur, la province de résidence et la destination. Statistique Canada vient de publier la deuxième version du document *Un profil des exportateurs canadiens 1993-1999*. Comme auparavant, l'entreprise dont les exportations annuelles sont supérieures à 30 000 \$ sert d'unité statistique de mesure.

Comme le montre le tableau 1, en 1998 et en 1999, la répartition de l'activité entre les exportateurs corroborait la tendance observée ces dernières années. Des quelque 30 000 exportateurs, un petit nombre (environ 1 500 ou 5 %) de gros exportateurs (qui exportent pour plus de 25 millions de dollars de produits et services) étaient à l'origine de plus de 80 % de la valeur de l'ensemble des exportations. Près des deux tiers du nombre total des établissements étaient des petits exportateurs (dont les exportations sont inférieures à 1 million de dollars), mais leur contribution représentait cependant moins de 2 % de la valeur totale des exportations.

Les tendances générales observées au cours des années antérieures se sont poursuivies. Le nombre total d'exportateurs est resté relativement stable

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Entreprises commerciales	3
Travail indépendant	4
Faillites commerciales	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Prêts aux entreprises	6
Financement par capitaux propres	6
Faits nouveaux	7

(suite de la page 1)

depuis 1995, augmentant d'à peine 1,3 % par an, alors que la valeur des exportations s'est accrue de 7,4 % par an en moyenne. La proportion de petits exportateurs (exportations de moins de 100 000 \$) a continué de baisser, pour s'établir à 21 % en 1999, tandis que la proportion des exportateurs dont la valeur des exportations se situe entre 100 000 \$ et 1 million de dollars est demeurée stable, soit aux environs de 42 %. Les exportateurs dont la valeur des exportations se situe entre 1 et 5 millions de dollars ont continué à gagner du terrain, représentant 21 % de tous les exportateurs en 1999, par rapport à 18 % en 1995. Cependant, leur part dans la valeur des exportations est demeurée inférieure à 5 %. Par ailleurs, les exportateurs dont la valeur des exportations se situe entre 5 et 25 millions de dollars ont vu leur nombre fortement augmenter; ils représentaient 11 % de l'ensemble des exportateurs en 1999, mais la part de leur valeur est demeurée des exportations inférieure à 12 %.

Comme prévu, le nombre annuel de nouveaux exportateurs est faible, peu importe l'année. Cependant, la taille

des nouveaux exportateurs est en progression constante. En 1999, 47 % de tous les nouveaux exportateurs affichaient des exportations de moins de 100 000 \$, soit une baisse par rapport aux 54 % à 58 % enregistrés entre 1994 et 1997. Par contre, les exportateurs exportant entre 100 000 \$ et 1 million de dollars représentaient 43 % de tous les nouveaux exportateurs, soit une hausse par rapport à la moyenne annuelle de 38 % observée entre 1994 et 1997. L'augmentation de la taille s'explique par la hausse du volume des exportations, l'augmentation des prix ou une combinaison de ces deux facteurs.

On peut acheter le rapport intégral (numéro de catalogue 65-506-XIF, juillet 2001) au prix de 25 \$, sur le site Web de Statistique Canada, à l'adresse www.statcan.ca.

* Numéro de catalogue de Statistique Canada 65-506-XIF, septembre 2001. Le registre porte sur les exportations de produits nationaux (produits cultivés, extraits ou fabriqués au Canada) et les biens d'origine étrangère qui ont subi une transformation matérielle au Canada. Il exclut les établissements dont les exportations annuelles de produits nationaux sont inférieures à 30 000 \$, les épicerie, les exportations des boutiques hors taxes et les produits d'origine américaine réexportés vers les États-Unis.

*Tableau 1 : Nombre d'exportateurs et valeurs des exportations
(en millions de dollars canadiens courants), de 1993 à 1999*

Taille de l'exportateur	1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
de 30 000 \$ à 99 999 \$	6 674	391	7 080	413	7 569	445	7 556	446	7 655	452	6 380	384	6 128	367
Part (%)	28,9	0,2	27,8	0,2	27,2	0,2	26,2	0,2	25,5	0,2	21,4	0,1	21,0	0,1
de 100 000 \$ à 999 999 \$	9 777	3 401	10 898	3 885	11 778	4 191	12 103	4 412	12 492	4 589	12 812	4 702	12 138	4 603
Part (%)	42,3	1,9	42,8	1,8	42,4	1,7	41,9	1,7	41,6	1,6	43,1	1,6	41,5	1,4
de 1 000 000 \$ à 4 999 999 \$	3 927	9 098	4 298	10 025	4 909	11 622	5 258	12 322	5 649	13 362	6 012	14 329	6 199	14 880
Part (%)	17,0	5,2	16,9	4,7	17,7	4,8	18,2	4,8	18,8	4,8	20,2	4,9	21,2	4,6
de 5 000 000 \$ à 24 999 999 \$	1 853	20 803	2 167	24 565	2 389	27 490	2 666	30 195	2 909	33 180	3 057	34 563	3 238	37 004
Part (%)	8,0	11,8	8,5	11,6	8,6	11,3	9,2	11,7	9,7	11,9	10,3	11,8	11,1	11,4
25 000 000 \$ et plus	899	142 659	1 032	172 180	1 156	200 485	1 277	209 703	1 340	227 294	1 492	239 817	1 540	268 349
Part (%)	3,9	80,9	4,1	81,6	4,2	82,1	4,4	81,6	4,5	81,5	5,0	81,6	5,3	82,5
Total	23 130	176 352 \$	25 475	211 068 \$	27 801	244 233 \$	28 860	257 078 \$	30 045	278 876 \$	29 753	293 794 \$	29 243	325 203 \$

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs, juillet 2001.

ENTREPRISES *commerciales*



Selon le Registre des entreprises de Statistique Canada, le nombre total d'entreprises commerciales* s'est établi à 2 056 948 en juin 2000. Comme le montre le tableau 2, près de la moitié d'entre elles ne comptaient aucun employé et près de 58 % en comptaient moins de 5. Les entreprises comptant entre 1 et 9 employés représentaient 75 % du restant. Celles ayant un effectif de moins de 50 employés et celles de moins de 100 employés constituaient respectivement 95 % et 98 % des entreprises comptant au moins un employé.

Près de 34,5 % des entreprises commerciales se trouvaient en Ontario. On en comptait 23,5 % au Québec, 35 % dans les provinces de l'Ouest et 6,3 % dans les provinces maritimes.

* Les entreprises commerciales sont des entreprises comptant au moins un employé rémunéré et dont les recettes de ventes annuelles sont d'au moins 30 000 \$, ou les entreprises qui sont constituées en personne morale et ont produit une déclaration fédérale de revenus des sociétés au moins une fois au cours des trois dernières années.

Tableau 2 : Entreprises commerciales selon la catégorie d'emploi, la province ou le territoire, juin 2000

Province ou territoire	Grand total	Indéterminé*	Total	Entreprises comptant des employés							
				Nombre d'employés							
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+
Colombie-Britannique	297 044	140 448	156 596	89 787	27 823	19 597	13 251	3 759	1 532	610	237
Alberta	264 489	135 091	129 398	74 251	22 605	16 065	10 840	3 446	1 427	550	214
Saskatchewan	93 972	52 684	41 288	24 633	7 592	4 982	2 802	721	337	157	64
Manitoba	73 702	37 662	36 040	19 929	6 094	4 779	3 328	1 164	433	208	105
Ontario	709 038	370 998	338 040	182 125	59 137	43 969	33 252	11 361	5 173	2 088	935
Québec	482 868	238 137	244 731	153 344	38 521	24 902	17 830	5 979	2 453	1 115	587
Nouveau-Brunswick	43 876	15 768	28 108	16 636	4 932	3 213	2 239	631	293	118	46
Nouvelle-Écosse	49 945	18 159	31 786	18 149	5 628	3 935	2 736	776	358	133	71
Île-du-Prince-Édouard	10 354	3 209	7 145	4 332	1 335	812	455	116	60	27	8
Terre-Neuve	25 561	7 794	17 767	10 884	3 130	1 928	1 210	337	150	79	49
Nunavut	674	155	519	165	143	98	76	26	7	4	0
Territoires du Nord-Ouest	2 614	822	1 792	757	462	303	171	53	33	11	2
Yukon	2 811	1 110	1 701	875	363	252	149	38	13	9	2
Canada	2 056 948	1 022 037	1 034 911	595 867	177 765	124 835	88 339	28 407	12 269	5 109	2 320

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises, juin 2000.

* La catégorie « Indéterminé » comprend les sociétés, constituées en personne morale ou non, qui ne comptent pas d'employé.

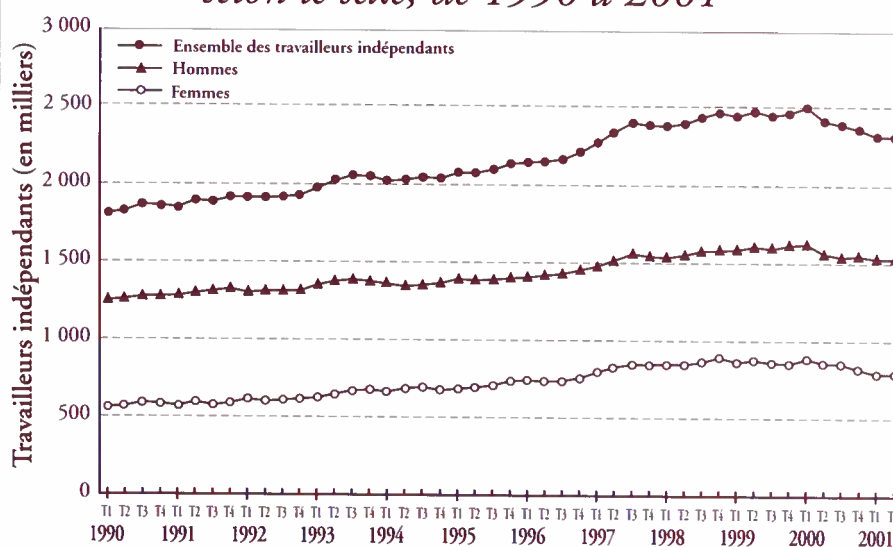
TRAVAIL *indépendant*

D'après l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au Canada s'établissait à 2,32 millions au deuxième trimestre de 2001, soit environ 14,3 % de l'ensemble de la main-d'œuvre (calculs effectués d'après les données mensuelles désaisonnalisées). Il s'agit d'une baisse de 4 % par rapport au trimestre correspondant de 2000.

La figure 1 illustre la tendance du travail indépendant depuis 1990. Au deuxième trimestre de 2001, le nombre de travailleurs indépendants de sexe masculin s'établissait à 1 529 900, soit 66 % de l'ensemble des travailleurs indépendants, alors que l'on comptait 788 100 travailleuses indépendantes. La proportion de travailleuses indépendantes a augmenté lentement ces dix dernières années, passant de 31 % du total au premier trimestre de 1990 à un sommet de 36,1 % au quatrième trimestre de 1998, pour ensuite redescendre à 34 % au deuxième trimestre de 2001.



Figure 1 : Travailleurs indépendants selon le sexe, de 1990 à 2001



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, calculs effectués d'après les données mensuelles désaisonnalisées.

Données en date du 2 août 2001

FAILLITES commerciales

Le nombre de faillites au Canada a augmenté de 3,6 % au premier trimestre de 2001, atteignant 2 788 alors qu'il était de 2 691 au trimestre correspondant de 2000 (voir la figure 2). Il s'agit de la seconde hausse trimestrielle consécutive depuis le troisième trimestre de 2000.

Le passif lié aux faillites est demeuré à la hausse. Il a accusé une augmentation de 38,7 % au premier trimestre de 2001, passant de 815 millions de dollars durant le premier trimestre de 2000 à 1,13 milliard de dollars.

Économie canadienne. On a enregistré une croissance de 2,5 % (taux annualisé) au premier trimestre de 2001, soit une hausse par rapport au taux révisé de 1,6 % enregistré au trimestre précédent. La construction de nouveaux logements et les dépenses de consommation au titre des produits et services ont augmenté, compensant les baisses dans les investissements et les exportations de machines et de matériel.

Perspectives. On prévoit un ralentissement de la croissance par rapport au rythme rapide des deux dernières années. Selon les prévisions unanimes établies par le secteur privé en juillet 2001, le taux de croissance devrait être de 2,3 % en 2001, et de 3,2 % en 2002.

Enquête sur la situation des entreprises (juillet).

Selon l'Enquête, les fabricants demeurent préoccupés par le ralentissement possible de la production dans les mois à venir, même s'ils sont un peu moins pessimistes qu'auparavant. Dans l'ensemble, 72 % des fabricants ont l'intention de maintenir ou d'accroître leur production au cours du trimestre à venir, par rapport à 68 % en avril. Les producteurs les plus inquiets quant aux perspectives de production sont ceux qui œuvrent dans les secteurs du matériel de transport, du bois et du papier. Les perspectives d'emploi demeurent incertaines, et les carnets de commandes et les niveaux de stocks suscitent des inquiétudes chez un nombre accru de fabricants.

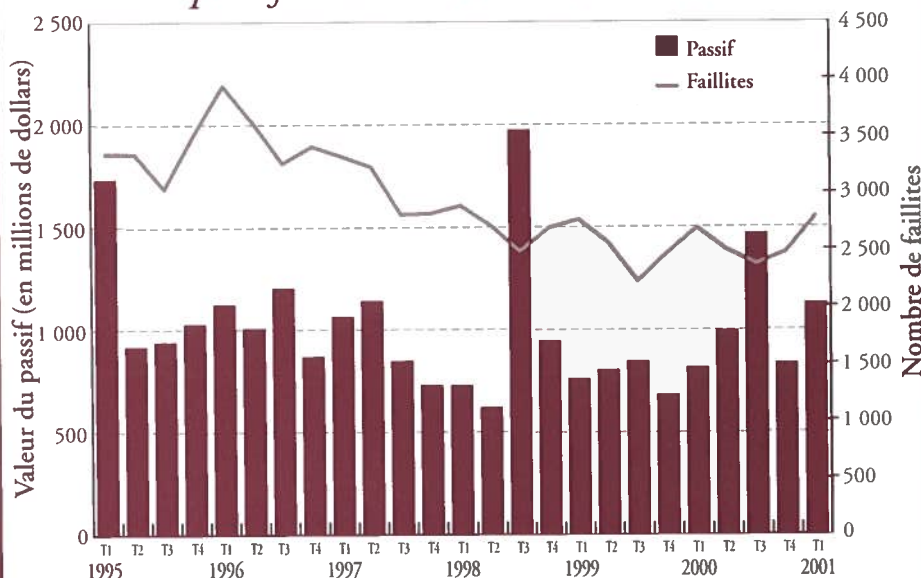
Taux de chômage. En juin, le taux de chômage national est demeuré inchangé, à 7 %, pour le quatrième mois de suite. L'emploi a augmenté d'à peine 0,2 % au cours des six premiers mois de 2001, alors qu'un gain de 1,2 % avait été enregistré au deuxième semestre de 2000.

Inflation. L'inflation a ralenti, passant de 3,9 % en mai à 3,3 % en juin. Les prix plus élevés de l'énergie, lesquels continuent d'alimenter l'inflation, sont à l'origine de plus d'un quart du taux en juin. Cependant, l'inflation de base était de 2 %, soit toujours dans la fourchette officielle de 1 à 3 %

établie par la Banque du Canada (le taux de base exclut les composantes très fluctuantes que sont l'alimentation et l'énergie, ainsi que l'incidence des impôts indirects).

Taux d'escompte. Le 17 juillet, la Banque du Canada a réduit son taux d'escompte de 25 points de base. Elle a par

Figure 2 : Faillites commerciales et passif connexe, de 1995 à 2001



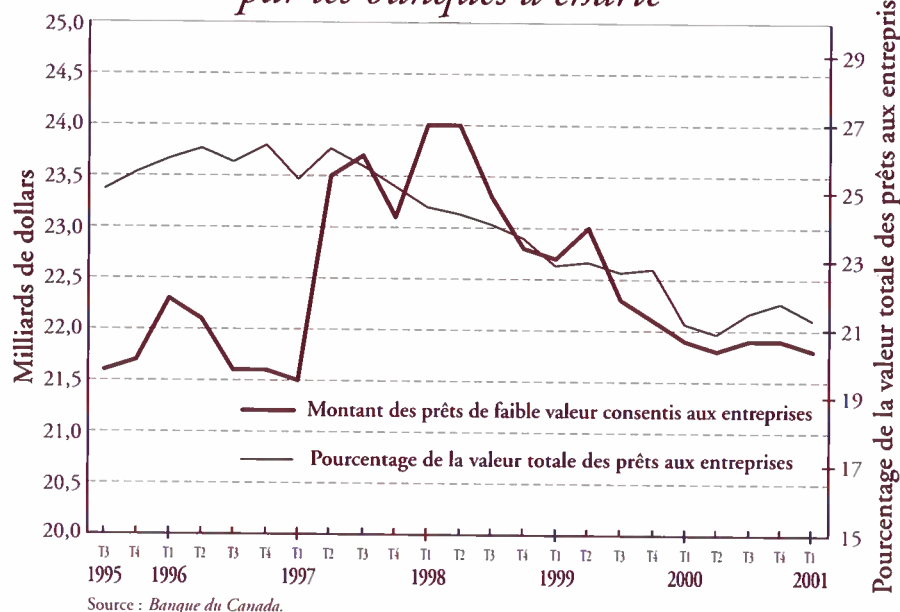
Source : Industrie Canada, Bureau du surintendant des faillites.

PRÊTS *aux entreprises*

Les prêts en cours de faible valeur (moins de 500 000 \$) consentis aux entreprises par les banques à charte ont atteint 21,8 milliards de dollars au premier trimestre de 2001, représentant 21,3 % de l'ensemble des prêts en cours consentis aux entreprises. Même si la valeur de ces prêts et leur proportion ont diminué par rapport au trimestre précédent, les baisses par rapport aux années antérieures ont été négligeables.

Comme le montre la figure 3, les prêts de faible valeur, exprimés en pourcentage de l'ensemble des prêts consentis par les banques à charte, ont continué de diminuer durant les quatre dernières années. Après avoir atteint un sommet au deuxième trimestre de 1997, la part des prêts de faible valeur a baissé de 5 points de pourcentage et la valeur de ces prêts a diminué de 1,8 milliard de dollars.

Figure 3 : Prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) consentis aux entreprises par les banques à charte



FINANCEMENT *par capitaux propres*

Il existe une façon relativement peu connue d'obtenir du financement par capitaux propres : le recours à des investisseurs informels ou « providentiels ». Ces personnes, souvent d'anciens entrepreneurs, souhaitent investir leur argent dans de petites entreprises en échange d'un pourcentage des titres de participation. Outre le financement, ces investisseurs offrent généralement d'autres services non financiers comme des renseignements commerciaux et d'affaires. Le tableau 3 présente les caractéristiques et les contributions non financières des investisseurs informels.

Ces investisseurs ont tendance à s'intéresser principalement aux secteurs où ils ont prospéré autrefois en tant qu'entrepreneurs. Ils ont également tendance à investir dans des entreprises de la région situées dans un rayon d'environ 100 kilomètres.

Comme on le constate dans un rapport préparé par Industrie Canada, les investisseurs informels investissent chaque année entre 1 et 20 milliards de dollars au Canada. On peut se procurer la version intégrale du rapport, intitulé *Informal Equity Capital for SMEs: A review of literature*, d'Equinox Management Consultants Ltd., en communiquant avec parker.andrew@ic.gc.ca.

Tableau 3 : Profil des investisseurs informels

Caractéristiques des investisseurs informels	Contributions courantes non financières
• personne qui a réussi par ses propres moyens, ayant un revenu élevé • très bonne instruction • âge moyen • des hommes dans une large mesure • préfèrent investir dans leur localité • expérience en entrepreneuriat	• conseils • personnes-ressources • assistance pratique • renseignements commerciaux et d'affaires • participation au conseil • crédibilité

FAITS nouveaux

Formation et développement de l'entrepreneuriat au Canada : fusion des expériences académiques et de terrain

L'Université Laval est heureuse d'accueillir la 18^e Conférence annuelle du Conseil canadien de la PME et de l'entrepreneuriat (CCPME). Cette année, la conférence aura lieu du jeudi 11 octobre au dimanche 14 octobre 2001. Les participants auront ainsi la possibilité d'admirer le spectacle qu'offrent les coloris automnaux. L'événement se tiendra à l'hôtel Plaza à Sainte-Foy, situé près de l'aéroport et de la gare d'autobus, et à proximité du campus de l'Université Laval, des grands centres d'achat et de la ville de Québec.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la conférence, consultez le site <http://www.fsa.ulaval.ca/evenements/ccpme/>

La Chambre de commerce du Canada aidera les PME à adopter des stratégies de commerce électronique

L'a Chambre de commerce du Canada a annoncé récemment qu'elle élaborait une trousse de commerce électronique afin d'aider les PME à surmonter les obstacles à l'utilisation du commerce électronique. L'annonce a été faite dans le cadre du lancement de *ebiz.facile*, la nouvelle source d'information inter-entreprises en direct d'Industrie Canada (http://strategis.gc.ca/sc_indps/ebiz/frndoc/homepage.php). La trousse sera offerte sur le site Web.

Examen du mandat et rapport annuel de la Banque de développement du Canada

L'honorable Brian Tobin, ministre de l'Industrie, vient de déposer un examen des dispositions de la *Loi sur la Banque de*

(suite à la page 8)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 2 août 2001

(suite de la page 5)

ailleurs réduit les taux d'intérêt de 1,50 point de pourcentage au total depuis janvier 2001.

Dollar canadien. Le dollar s'est renforcé au cours des derniers mois. Le huard s'est établi à 66,2 cents américains au début de juillet avant de retomber à 65,2 cents américains à la fin du mois.

Exportations de marchandises. Au premier trimestre de 2001, les exportations de marchandises ont diminué de 5,7 % en chiffres absolus, en raison de la faiblesse de l'économie américaine. Les principaux facteurs responsables de la baisse sont les suivants : la diminution des exportations d'automobiles et la plus forte baisse en dix ans des exportations de machines et d'équipement. Simultanément, les importations ont baissé de 11 %, soit leur plus grand recul depuis 1984. Par conséquent, l'excédent commercial réel du Canada a enregistré un sommet record de 12,7 milliards de dollars au premier trimestre de 2001.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation est monté en flèche au premier trimestre de 2001, grâce en partie à une forte hausse de la construction de logements neufs. Par ailleurs, en juin, l'important gain dans le secteur des logements a commencé à compenser la baisse enregistrée le mois précédent, faisant augmenter la moyenne du deuxième trimestre de 0,9 % par rapport au premier trimestre. La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit une forte demande sur le marché du logement pour 2001 et 2002, alimentée par des taux d'hypothèque peu élevés et des gains en revenu importants.

Ventes au détail. Les ventes au détail ont progressé de 0,2 % pour s'établir à 24,3 milliards de dollars en mai. Ce mois-là, l'activité de vente au détail a été alimentée par l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins classés sous « autres magasins de détail » ainsi que des pharmacies et des magasins d'alimentation. Les dépenses de consommation affichaient un taux annualisé de 3,6 % au premier trimestre de 2001, après avoir enregistré une faible augmentation au trimestre précédent. Les dépenses de consommation ont été stimulées par la vente d'articles de prix unitaire élevé comme les articles d'ameublement et les appareils ménagers, ainsi que par le marché du logement actif et les ventes d'automobiles.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont progressé de 16,2 % (taux annuel) pendant les trois premiers mois de l'année. Les bénéfices ont été moins élevés dans le secteur de la fabrication, mais la hausse des prix a gonflé les résultats dans le secteur du pétrole. Les rabais sur l'énergie octroyés aux entreprises dans l'Ouest ont également contribué à la hausse globale.

(suite de la page 7)

développement du Canada et des activités de la Banque. Il respecte ainsi l'engagement, pris dans la loi habilitante de 1995, d'effectuer un examen dans les cinq années suivant l'entrée en vigueur de la Loi et de présenter un rapport dans l'année qui suit. On peut consulter le document intitulé *Aider les PME à innover — Examen de la Banque de développement du Canada* à l'adresse http://icnet.ic.gc.ca/cmb/pub/francais/HTML/index_f.htm.

Deux rapports de recherche à ce sujet peuvent être consultés en direct à l'adresse <http://www.bdc.ca/bdc/home/francais/Default.asp>. Il s'agit d'un rapport du Groupe Angus Reid, *Services de financement aux petites et moyennes entreprises du Canada*, et d'un rapport de SECOR intitulé *Développements récents concernant le financement des PME par emprunt : l'offre*.

La BDC a également déposé son rapport annuel. Au 31 mars 2001, la Banque avait autorisé l'octroi de plus de 1,5 milliard de dollars en nouveaux prêts afin d'aider des petites entreprises de l'ensemble du pays à mener leurs projets. La Banque s'intéressant avant tout aux petites entreprises, 75 % des prêts qu'elle a consentis étaient d'un montant de 250 000 \$ ou moins.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise — Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong
Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-5494
Télécopieur : (613) 954-5492

Autorisation de reproduction

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (Copyright.Droitsdauteur@pwgsc-tpsgc.gc.ca).

ISSN 1205-9099
53453B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées

Lancement d'un nouveau site convivial Étapes vers le capital de croissance

Une nouvelle version en ligne de *Étapes vers le capital de croissance : Guide de l'entrepreneur canadien en quête du capital de risque* a été lancée à l'adresse <http://croissance.ic.gc.ca>. Bien plus facile à utiliser que la version antérieure, le site comprend un test d'évaluation « Êtes-vous prêt? » ainsi qu'un « Raccourci vers le capital de croissance », aperçu visant à orienter les utilisateurs ou à leur offrir un cours de recyclage rapide.

Le site *Étapes vers le capital de croissance* a été créé afin d'aider les PME en quête de croissance à se préparer pour accueillir les investisseurs. Il renferme des outils pratiques, des liens utiles et des ressources. En neuf étapes, il montre aux entrepreneurs comment déterminer leurs besoins financiers et leurs options en matière de financement, démontrer les possibilités qu'ils offrent en matière d'investissement, faire preuve de leurs compétences en gestion, établir un projet

d'investissement, repérer les investisseurs éventuels, rencontrer ces derniers, négocier l'entente et la conclure. Ce site est un impératif pour toutes les PME en quête de croissance, à la recherche d'un financement par capitaux propres.

